



L'année 2016 a débuté en France comme a fini la précédente : dans une ambiance d'insécurité, de défiance et d'austérité !

Aujourd'hui, l'Union Européenne s'agite à l'idée d'une sortie possible du Royaume Uni, deux ans après la menace grecque. Les idées fascistes d'extrême droite se réaffirment haut et fort dans les pays d'Europe centrale et de l'est au détriment des leçons de notre passé récent. Le rejet de l'autre, le rejet des différences concrétisent les craintes individuelles devenues collectives sous les flux migratoires et les attentats d'extrémistes religieux !

Et en quoi la haine de notre prochain peut-elle apporter une solution aux maux de notre société ?



En parallèle, l'argent, soutenu par une spéculation permanente et dominatrice, déshumanise nos sociétés, détruit nos cultures et asservit les peuples. Il est devenu le fond de commerce d'intrusions en règle dans les constitutions des nations et de déstabilisation de pays. Et tout cela au profit de qui ? De consortiums privés et financiers qui enrichissent quelques individus à l'échelle de la planète. Il n'est plus question d'enrichir un patrimoine ou un capital, de valo-

riser le travail ou l'outil de travail, de reconnaître un salarié ou un patron d'entreprise...



En acceptant les contraintes budgétaires européennes, la France a soit disant le couteau sous la gorge. Il lui faut réduire un déficit important. Or il apparaît de plus en plus organisé malgré elle pour maintenir son endettement. Le gouvernement en place oblige donc a encore plus d'austérité. La réduction des dépenses passe notamment et une nouvelle fois par les efforts à faire en matière d'emplois... de fonctionnaires ! Ces derniers continuent à être montrés du doigt comme étant des employés privilégiés et sources des dépenses de l'État. Mais que dire alors des dizaines de milliards miraculeusement trouvés et octroyés aux consortiums bancaires lors de la crise de 2007/2008 ? Ou encore ceux distribués aux entreprises du CAC40 dans le pacte de responsabilité ? Ces entreprises qui ont délocalisé tant d'emploi hors des frontières françaises, qui transfèrent ces subsides publics en dividendes !

L'argent public économisé sur le dos des petits fonctionnaires de terrains serait-il mal investi finalement ?

La réduction du chômage n'aurait-elle pas été plus réaliste en investissant sur les PME et l'Artisanat français ? Ces véritables structures locales génératrices d'emplois auraient pu réellement profiter de cet énorme ballon d'oxygène public.



Et où en est l'Office National des Forêts dans tout cela ?

EPIC Dérogatoire lui permettant notamment d'embaucher des fonctionnaires, il subit une nouvelle fois la politique générale anti-fonctionnaire au motif qu'ils coûtent chers ! Le contrat quinquennal, appelé COP, signé avec l'État et la FNCoFor prévoit encore des suppressions d'effectifs de fonctionnaires entre 2016 et 2020. Cette fois un coin est enfoncé plus profondément au travers des missions et surtout de la défonctionnarisation des postes à l'Office. Un virage est pris sous la responsabilité de la Direction Générale mais aussi et surtout de l'État via ses ministères.

Alors qu'au SNTF-FO nous sommes convaincus de la viabilité de ce statut pour l'ONF et de la complémentarité nécessaire entre les secteurs privés des ouvriers forestiers et fonctionnaires au sein de l'Établissement, nous restons opposés à ce virage amorcé. Il met en péril le modèle français de gestion multifonctionnelle et durable des écosystèmes forestiers.

L'histoire de France nous apprend que notre rôle est primordial. Nous continuerons donc à nous battre pour faire valoir nos missions et notre importance !

Laurent DELANNOY  
Secrétaire Général du SNTF-FO